

Au cœur des mobilisations étudiantes, entre répression inédite et détermination sans limite

## Description

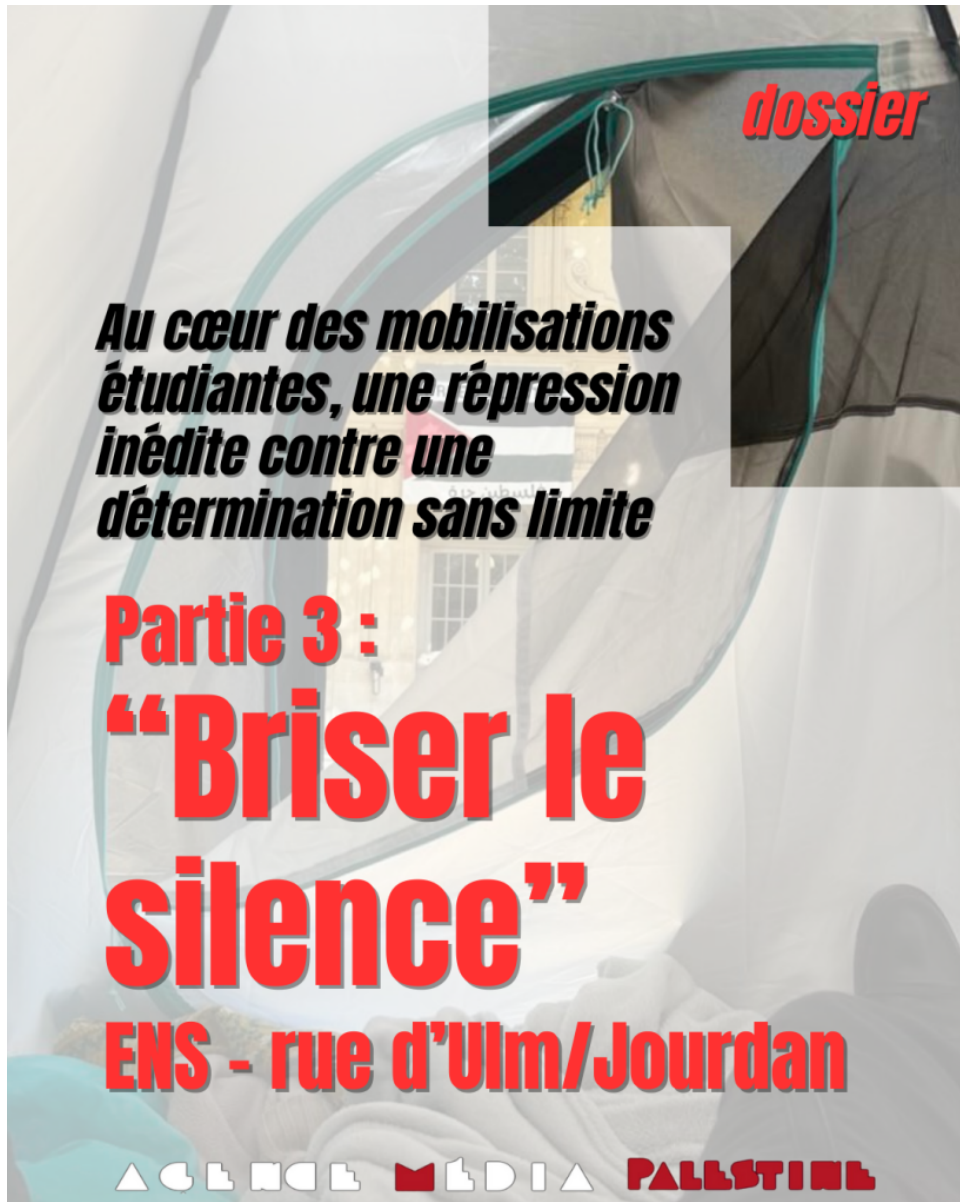
### Partie 3 : ENS rue d'Ulm/Jourdan

*Les luttes étudiantes sont celles qui ont su, historiquement, inverser les rapports de force au sein d'un mouvement social. Cela explique peut-être pourquoi elles subissent souvent une répression tout aussi spectaculaire. Depuis octobre 2023, les étudiant·es sont massivement positionné·es en soutien avec la lutte du peuple Palestinien, mais le mouvement peine à trouver un écho, subissant une répression en interne par les directions d'établissement mais également policière et juridique, tout en étant largement silencieux par les médias.*

*L'Agence Média Palestine propose, tout au long du printemps, un vaste dossier qui viendra décrire les luttes spécifiques aux différents campus universitaires et leurs fronts communs, leurs perspectives et leurs obstacles.*

*Pour ce troisième article, nous avons rencontré un·e étudiant·e de l'école Normale Supérieure à Paris, sur le campus Jourdan. Récit de la mise sous silence d'une mobilisation historique, au cœur d'une des écoles les plus prestigieuses de Paris.*

Par l'Agence Média Palestine, le 2 mai 2025



***En raison des graves pressions imposées par les directions d’établissements sur les militantes, les étudiantes ont souhaité nous parler sous le couvert de l’anonymat, nous avons donc modifié leurs prénoms.***

L’École Normale Supérieure (ENS) de la rue d’Ulm à Paris et du campus Jourdan, est composée de filiales sélectives dont les promotions sont réduites, comparées aux autres facultés de la capitale. C’est peut-être ce contexte qui permet depuis plus de 18 mois l’intimidation et la répression systématique du mouvement étudiant de solidarité avec la Palestine, pourtant constant et déterminé.

« Ce dont on avait besoin au début, avant toute chose, c’était de parler », raconte Alex, étudiante de l’ENS en se souvenant des premiers jours suivant le 7 octobre 2023 et le début de l’offensive génocidaire israélienne contre Gaza. « Ces premières semaines ont été la

partie la plus atroce et la plus intense de ce qu'on a pu voir, mais ce qui était raconté dans les médias français, la manière dont était présentée était tellement différente de la réalité sur place, c'était très dur à vivre. Il y avait des centaines de morts par jour et personne n'en parlait à on n'avait pas le droit d'en parler. »

« Dès le 10 octobre, on était sous la menace de la circulaire Moretti, qui encourageait les directions des facultés à interdire et dénoncer toute démonstration de solidarité, avec une vraie volonté de s'approprier les espaces politiques des espaces universitaires. Il y a pourtant eu un élan exceptionnel dans notre campus : des étudiants de tous les bords, même radicalement opposés, ont exprimé le besoin de parler, et de créer des espaces de discussion. Notre premier réflexe a été de faire confiance en notre institution, que l'on considérait comme le lieu de discussion et de production de savoir qu'elle devrait être. »

### **Un espace de parole autorisé, mais pas couté**

Deux étudiants d'origine israélienne, partis de Tel Aviv quelques années plus tôt pour leurs études mais également pour des raisons politiques, proposent rapidement un espace de discussion et obtiennent de la direction de réserver une salle à ce titre et de relayer auprès de toute la communauté étudiante un mail invitant à ce rendez-vous. La première réunion réunissait une quarantaine de personnes, d'orientations politiques très différentes : ils et elles ne sont pas forcément d'accord sur tout, chacun·e s'exprime et est écouté·e, et le soulagement d'avoir trouvé cet espace de parole prime. Les étudiants présentent rapportent un moment fort et émouvant.

« L'administration a soutenu au début cette initiative, probablement parce qu'elle manquait d'étudiants israéliens, ce que la direction aurait pu considérer comme un gage de confiance, et aussi parce qu'elle n'affichait pas de ligne politique, et rassemblait au contraire des visions parfois opposées », explique Alex. Au cours de la seconde réunion, en décembre, une des personnes organisatrices propose de visionner une vidéo publiée par Raz Segal, professeur agrégé d'études sur l'Holocauste et les génocides à l'université de Stockton, qui dénonçait dès le 13 octobre les crimes d'Israël à Gaza qu'il a qualifié aussitôt de « génocide ».

Un débat suit le visionnage de la vidéo de Segal : certains étudiants se disent heurtés et affirment, comme le font la majorité des médias et personnalités françaises à ce moment-là, que l'utilisation du terme génocide pour parler de Gaza serait antisémite. « Mais l'ambiance était bienveillante et on s'est fait confiance, c'est ce qui nous a permis de poursuivre la conversation et de parler sans peur. Le fait que ce soit une personne israélienne qui ait proposé la vidéo, aussi, était fort : elle nous a raconté qu'elle connaissait directement des personnes qui avaient été affectées par le 7 octobre, et que malgré cela elle voulait regarder la vidéo en face. » L'issue de cette séance-là, malgré toutes les réticences qu'il y avait pu avoir au début, on était quasiment tous et toutes d'accord pour dire que la définition légale d'un génocide était précise et différente de ce qui s'applique uniquement à l'Holocauste. On a aussi trouvé un consensus pour dire que les déclarations de ministres israéliens marquaient des intentions génocidaires et que les massacres effectifs pouvaient potentiellement tomber sous le coup de la définition légale du génocide. »

« Ce qui est affligeant, c'est que l'administration de l'école a encouragé cet espace de discussion mais n'a jamais voulu prendre acte de ses conclusions. L'école s'appareille complétement la production de savoir qu'elle permet d'une part, et ses propres actes de l'autre. Pendant des mois, notre seule revendication a été que l'école réclame officiellement un cessez-le-feu à Gaza, comme elle l'avait fait pour l'Ukraine. Mais notre demande est restée inaudible. Pour moi, ça a complétement fait effondrer ma croyance en l'université. »

## Une lutte attaquée et invisibilisée

Parallèlement, plusieurs assemblées générales sont organisées dès la fin du mois d'octobre 2023, au sein desquelles seront discutés beaucoup de sujets politiques, et décidées une série d'actions. La plus importante a été la lecture quotidienne pendant plus d'un mois des noms des Palestiniens assassinés à Gaza. « Pour briser le silence, un groupe se plaçait au milieu de la cour chaque jour, du lundi au vendredi vers midi, et lisait les noms des personnes tuées, ainsi que leur âge, pendant que d'autres personnes recopiaient ces noms sur une très grande banderole. C'était un acte de résistance fort, qui a touché beaucoup d'étudiants et les a alertés sur ce qu'il se passait. »

Ces moments d'émotion et de recueillement ont malheureusement vu des réactions très agressives, autant de la part d'étudiants que de professeurs. Des élèves impliqués dans ces actions rapportent que des enseignants ont craché au sol et lancé des doigts d'honneur dans leur direction, ont jeté au sol leurs tracts et filmé leurs visages pendant qu'ils et elles lisaient. Il a également rapporté des insultes caractéristiquement racistes, de la part d'étudiants opposants, lancées envers les militants. Pour toute réaction, l'administration proposera que ces rassemblements se fassent dans une salle fermée, ce que les étudiants mobilisés ont refusé.

Parallèlement à ces actions, un séminaire est proposé par des étudiants. « De ce que nous ont rapporté des organisatrices, l'administration a mis beaucoup de bâtons dans les roues à ce projet », explique Alex, « invoquant sans cesse des protocoles interdits et une commission spéciale qui a censuré des termes dans les textes de présentation. Les organisatrices du séminaire nous ont raconté que le mot apartheid a été interdit. Une enseignante avait aussi plaidé pour que le mot colonisation soit retiré, mais ça a finalement été laissé. »

Ce climat d'encouragement les a incitées de former un collectif propre, préférant agir dans une forme d'anonymat structurel pour éviter la répression. Des étudiants nous ont rapporté cependant que cette autonomie n'est pas respectée, et pire encore que la direction assimile systématiquement les élèves racistes à la tête du mouvement, quand bien même aucun d'eux n'en revendique.

## De discussions à sens unique à une répression violente

Fin avril, les étudiants transmettent un rapport de treize pages, rédigé par eux-mêmes en recherchant chaque université partenaire de l'école en Israël. Le rapport énumère de nombreuses déclarations pro-génocide, des programmes liés à l'armée et au développement de l'armement, des sites implantés sur des colonies illégales. Les

Les étudiants demandent à ce qu'une enquête soit ouverte, et à ce qu'un vaste débat soit permis au sein de l'Académie pour déterminer les critères éthiques de ses partenariats.

En mai, les étudiants demeurent sans réponse de la direction, et décident de faire un campement. Pendant six jours, des négociations ont lieu avec l'administration, le directeur et même une négociatrice spécialiste du droit international, qui affirmeront que les revendications des étudiants sont tout simplement inapplicables.

« Pendant des mois, l'administration avait prétendu que notre revendication à ce qu'elle se positionne en faveur d'un cessez-le-feu était une position extrême. Ce dialogue de sourd a continué jusqu'en mai, quand on a commencé à porter d'autres revendications, comme celle de prendre acte de la décision de la Cour de Justice Internationale attestant d'un risque plausible de génocide, mais aussi d'ouvrir un espace de débat et une enquête indépendante sur les partenariats de l'Université. »

« Tout d'un coup la direction a fait volte-face sur le cessez-le-feu, pour mieux refuser tout le reste : ils nous ont dit d'accepter cette victoire symbolique et qu'on n'aurait rien d'autre. Ils envoyaient des mails à toute la communauté étudiante en instrumentalisant le débat, prétendant qu'on leur demandait de qualifier ce qu'il se passait à Gaza de génocide, alors qu'on leur proposait de ne le qualifier qu'entre guillemets, au conditionnel et en citant la CIJ. Ils répondaient toujours c'est faux et renvoyaient la faute au-dessus d'eux, expliquant hors-micro que le directeur est nommé par le gouvernement et que sa position est révocable. »

Le campement sera néanmoins l'occasion de forts moments de solidarité entre les étudiants, qui se relaient et témoignent de leur détermination. La direction tentera par tous les moyens d'invisibiliser cette mobilisation, allant jusqu'à déplacer sur un autre site la cérémonie de remise des diplômes prévue cette semaine-là. Deux étudiants diplômés y feront cependant un discours très émouvant, se positionnant en solidarité avec la mobilisation et condamnant la direction pour son inaction.

Le sixième jour a vu l'expulsion violente du campement, avec l'intervention de CRS et de la BRAV-M, qui ont détruit les tentes, bousculé les élèves et pris en photo les cartes d'identité. Une pétition condamnant cette intervention rassemble plus de 400 signatures parmi les étudiants, un chiffre important pour une structure si petite.

## Des intérêts à défendre

À la rentrée 2024, toujours sans réponse ni avancement sur leurs revendications, les étudiants continuent d'enquêter sur les partenaires de leur université. « On s'est rendu compte que le Conseil d'Administration comprenait une grande proportion de personnes impliquées dans des grandes entreprises figurant sur les listes de la campagne BDS, comme cibles de boycott en raison de leur lien politique ou matériel Israël. Des entreprises d'armement, Carrefour, BNP, notamment. »

Cela pose évidemment des questions quand aux intérêts qui sont défendus par ces conseils. « Que font ces gens-là dans l'organe décisionnaire de l'université ? », demandent en vain les étudiants. Ces révélations restent sans réponse tout au long de l'année, malgré une dénonciation sans relâche, notamment à travers un nouveau blocage de

---

lâ??universitÃ© en novembre, violemment Ã©vacuÃ©, et un rassemblement solidaire Ã© lâ??issue de celui-ci.

Une autre affaire venue ponctuer cette annÃ©e scolaire est la suspension en fÃ©vrier du sÃ©minaire sur la Palestine. Lâ??Union des Ã©tudiants Juifs de France (UEJF) revendique fiÃ©remment sur son compte Instagram avoir fait la demande de cette interdiction, quand la direction prÃ©tend elle un motif administratif sans rapport.

Ã©« On peut voir sur le compte Instagram de lâ??UEJF une photo dâ??une rÃ©union qui a eu lieu juste avant cette interdiction, avec lâ??un des prÃ©sidents de lâ??association, le directeur de lâ??Ã©cole et le ministre de lâ??enseignement supÃ©rieur. Plus haut dans les posts on trouve une photo de ce mÃªme prÃ©sident de lâ??UEJF, cette fois en compagnie du prÃ©sident israÃ©lien, datÃ©e dâ??aoÃ»t 2024 Ã©», dÃ©clarent les Ã©tudiantÃ©s.

Ã©« Nous avons fait des recherches sur cette association. Sur leur site internet et leurs rÃ©seaux, on trouve des cartes coloniales qui incluent la Cisjordanie, le Golan et Gaza au territoire dâ??IsraÃ©l. Dans une sorte de carnet de voyage publiÃ© sur leurs rÃ©seaux sociaux, ils racontent comment ils ont visitÃ© Kiryat Arba, une colonie illÃ©gale israÃ©lienne oÃ¹ prÃ©s dâ??une trentaine de Palestiniens ont Ã©tÃ© massacrÃ©s en 1994. Leurs positions sont clairement en faveur de la colonisation, et ils sont connus pour des tentatives de censure dâ??Ã©vÃ©nements en faveur de la Palestine. Mais Ã©sa apparemment, Ã©sa ne choque pas le directeur, et cette organisation est autorisÃ©e Ã© avoir une branche officielle au sein de notre Ã©cole. Ã©»

**date crÃ©Ã©e**

2025/05/02